

Loi sur les banques

Une voix: Et elle vous a porté trop longtemps.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Vous étiez un bébé à long terme.

M. Benjamin: J'ai été membre d'une coopérative de crédit, de son conseil d'administration et de ses comités de surveillance pendant une trentaine d'années. J'ai vu moi-même comment l'argent peut travailler pour les gens au lieu que ce soit toujours les gens qui travaillent pour servir l'argent. J'ai vu comment on peut aider les gens qui ont grand besoin de l'aide d'un ami financier. J'ai vu ce qu'avoir de l'argent peut signifier pour une localité qui veut une patinoire ou un club de curling quand les banques de l'entreprise privée refusent de prêter le moindre sou. En conséquences, les gens de la localité se sont organisés et se sont débrouillés eux-mêmes.

A une époque où il nous faudrait investir de centaines de millions de dollars pour la construction de logements à loyer modique, de foyers pour personnes âgées, ou même pour des réalisations qui comportent vraiment des risques, comme la construction de centres de jour qui ne serviraient peut-être que pendant un an ou deux; en d'autres termes, lorsqu'il s'agit de financer des projets vraiment destinés à venir en aide aux gens, que font ces banques? Elles ont toutes de magnifiques réclames à la télévision, et elles font tout pour inciter les gens à emprunter, même pour des choses que ceux-ci n'ont ni les moyens ni le besoin de se procurer, mais lorsque la société a vraiment besoin d'argent, ou lorsqu'une collectivité, un petit groupe ou un particulier a besoin de financement, c'est alors que disparaît entièrement cette conscience sociale à laquelle elles prétendent dans leur réclame télévisée.

Permettez-moi de dire à mon bon ami le député de Vancouver que je devrais peut-être le faire citoyen honoraire de la Saskatchewan, ou cultivateur honoraire des Prairies, pour qu'il constate par lui-même ce que le PSD a fait pour le mouvement coopératif en Saskatchewan. En réalité, même son propre parti a, à contrecœur, rendu hommage à ce mouvement au cours de la triste période des années 30. Le parti travailliste a alors cautionné le Saskatchewan Wheat Pool et la coopérative agricole. Au cours de l'histoire de ma province, le gouvernement a eu maintes fois l'occasion d'envoyer les banques au diable et d'intervenir lui-même.

En cette époque où nous avons tant besoin d'investissements pour construire des logements, des hôpitaux, des centres de jour, des foyers pour personnes âgées, et pour réaliser d'autres projets utiles à la société, ces institutions se vantent de participer à la réalisation de projets en Afrique du Sud et au Chili. J'estime que, ce faisant, ces institutions se condamnent elles-mêmes. Je ne vois pas ces banques s'empresse d'aller aider les autres pays du tiers monde dont les perspectives à court terme ne sont pas trop bonnes. Que ce soit des pays affreusement pauvres dont le revenu annuel par habitant est de \$50 ou \$100, ou que ce soit des pays situés en plein désert ou isolés pour des raisons géographiques ou à cause de circonstances naturelles, je ne vois pas nos banques s'offrir pour investir des fonds, surtout si les chances de profit ne sont pas très bonnes. Je ne les vois pas risquer une partie de leurs richesses pour ces populations. Bien des gens du monde des banques m'ont dit qu'ils étaient prêts à investir leur avoir à condition que ce soit quelque chose de très sûr. N'importe quel imbécile peut être banquier dans ce cas.

Je pense que les gouvernements doivent exercer une certaine direction à cet égard. Cette pensée peut sembler horrible aux honorables qui sont à ma droite et à un bon nombre de ceux qui se trouvent en face, mais d'autres pays qui logent à droite, à gauche ou au centre l'ont fait avec leurs institutions financières et leurs banques, il y a des décennies. Ils sont intervenus et leur ont dit où une partie sinon tous leurs investissements devaient se faire.

Ces gouvernements ont donné à leurs institutions bancaires le choix quant au pourcentage de leurs investissements qui devait se faire dans les logements pour personne à faible revenu, dans les garderies de jour ou autres projets sociaux valables qui peuvent ou non faire leurs frais. Ils leur ont donné des directives quant au montant des capitaux qui doit aller dans ces projets. On leur donne le choix; ou c'est obligatoire ou elles sont tenues de le faire.

Examinons toute la question de l'utilisation de nos banques à charte pour aider à édifier une politique nationale. Cela me semble encore plus important que la façon d'organiser nos chemins de fer transcontinentaux et nationaux. Dans ce cas nous parlons d'investissement dans des projets d'intérêt national et de valeur nationale. Quand nous avons besoin de financer un important projet national, les banques, qui ne le feront évidemment pas de leur propre chef, doivent recevoir des directives du gouvernement quant à la proportion de leurs fonds d'immobilisation qui seront investis dans le projet national.

Permettez-moi de vous parler brièvement des personnes qui travaillent dans les banques: les caissiers, les commis et les comptables. Ce sont tous des gens qualifiés et compétents. Sinon, les banques ne réaliseraient pas la moitié de leurs gains. Depuis des décennies, ces employés tentent d'obtenir de meilleures conditions de travail, des heures plus avantageuses, des congés payés et des taux de salaire acceptables, mais on les a toujours traités avec pingrerie. Les banques ne tiennent compte des besoins et du bien-être de leurs employés qu'en dernier lieu. En fait, il suffit de regarder les tours de 30, 40 et 50 étages érigés par les banques dans plusieurs villes canadiennes et de songer à l'esprit de concurrence que manifestent nos banquiers dans la construction de leurs gratte-ciel pour convenir que les employés des banques devraient jouir des mêmes conditions de travail que les employés d'autres industries. Lorsqu'on fait cette proposition aux banquiers, monsieur l'Orateur, la réponse est un non catégorique.

On pourrait aussi parler de ceux qui ferment la porte aux syndicats ou empêchent les employés de s'organiser volontairement en associations. Il reste que c'est là que les banques déploient leurs plus grands efforts. Les banquiers ont les moyens d'ériger des gratte-ciel de cinquante étages, mais ils ne peuvent rien faire pour améliorer les régimes de pension de retraite de leurs propres employés. Les banques se livrent à des concours de chambre de commerce pour savoir laquelle va battre les records et se montrer le plus dans le vent, laquelle aura les messages télévisés les plus percutants. Elles annoncent pour acheter les gens avec leur propre argent. Ce n'est pas sur elles qu'il faut compter pour assurer l'orientation voulue. Financièrement, ce sont les plus compétents des employeurs canadiens. Elles devraient être à l'avant-garde dans leur façon de traiter leur personnel. En réalité, elles sont à l'arrière-garde. Je connais des restaurateurs qui paient leurs garçons, leurs